

Achat du matériel dédié aux
travaux pratiques de
physique des formations CMI
Technologies Quantiques et
Licence/Master de physique
de l'Université de Tours

Cahier des clauses particulières (CCP)











Consultation n°

202601061658





SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	5
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	6
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	8
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11
8.	LITIGE ET SANCTIONS	12
9.	FIN DU CONTRAT	13

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Achat du matériel dédié aux travaux pratiques de physique des formations CMI Technologies Quantiques et Licence/Master de physique de l'Université de Tours
	Acheteur	Université de Tours
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum multi-attributaires et mono-attributaire de fournitures
	Structure	4 lots
	Lieu d'exécution	Salle E0280, Bâtiment E, Département de Physique, UFR Sciences et Techniques, Parc de Grandmont, Av. Monge, 37200 Tours, France
	Durée	4 ans
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	$P = V \times R / 1000$
	Variation des prix	Révisables (référence)
	Nature des prix	Prix unitaires

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Equipement d'une plate-forme de travaux pratiques de quantique et amélioration de l'offre de travaux pratiques de physique générale, dédiés aux formations de licence et master de physique fondamentale et au Cours Master en Ingénierie en Technologies Quantiques au sein de l'UFR Sciences et Technique de l'Université de Tours.

En effet, l'Université de Tours est lauréat en 2024 du projet Quant4CVL de l'appel à projets France 2030 régionalisé « Projets de formations professionnelles pour la région Centre-Val de Loire », financé à parité entre l'Etat et la Région Centre-Val de Loire, et opéré par la Banque des Territoires. Cet appel à projets vise à accompagner les entreprises dans l'anticipation des mutations économiques et organisationnelles, notamment via le développement des compétences pour l'exercice de nouveaux métiers. Un engagement conjoint et durable des entreprises et des acteurs de la formation et de l'accompagnement est attendu. Dans la continuité du Plan quantique national, l'Université de Tours et ses partenaires industriels visent la structuration d'un écosystème régional du quantique nécessaire à l'essor des technologies quantiques en région Centre-Val de Loire, grâce au renforcement des liens entre les forces régionales issues de la recherche académique et de celles issues de l'industrie.

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est :

Salle E0280, Bâtiment E
Département de Physique, UFR Sciences et Technique
Parc de Grandmont, avenue Monge
37200 TOURS, FRANCE

■ Exclusivité :

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat.

■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles ;
- le présent document et ses annexes éventuelles ;
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Université de Tours**, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, représenté par son Président Philippe ROINGEARD.

Adresse et coordonnées :

UFR des Sciences et Techniques
Université de Tours
60 rue du Plat D'Etain BP 12050
37020 Tours Cedex 1
Téléphone : 02 47 36 66 00
Courriel : commande-publique@univ-tours.fr
SIRET : 19370800500478
Site internet : www.univ-tours.fr

■ Représentation des parties :

L'acheteur désigne les personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Ces personnes sont Silvana Mercone, Yohan Potaux, Rodolphe Sopracase, Vinh Ta Phuoc.

Département de Physique, UFR Sciences et Techniques
Parc de Grandmont, Avenue Monge
37200 Tours, France

Contact : silvana.mercone@univ-tours.fr ; yohan.potaux@univ-tours.fr ;
rodolphe.sopracase@univ-tours.fr et taphuoc@univ-tours.fr

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **fournitures** (fournitures courantes).

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées comme suit en **4 lots**.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **bons de commande sans minimum et avec**

maximum multi-attributaires pour les lots 1, 2 et 3 et mono-attributaire pour le lot 4 en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Type	Objet
Consultation	Achat du matériel dédié aux travaux pratiques de physique des formations CMI Technologies Quantiques et Licence/Master de physique de l'Université de Tours
Lot n°1	Equipements d'optique – montant maximum de 80 000 € HT
Lot n°2	Equipements de physique classique – montant maximum de 100 000 € HT
Lot n°3	Equipements pour la mise en évidence de phénomènes quantiques – montant maximum de 200 000 € HT
Lot n°4	Equipements d'optique quantique – montant maximum de 200 000 € HT

Définitions :

Lot : Unité autonome d'attribution du contrat à l'intérieur d'une consultation

■ **Multi-attribution :**

Les lots 1, 2 et 3 sont attribués à 3 titulaires (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres).
Les bons de commande sont émis à l'apparition du besoin auprès du titulaire qui aura chiffré la ligne de prix du BPU correspondante au prix le plus bas. En cas de commande concomitante de plusieurs fournitures, c'est le montant global de la commande et non chaque prix unitaire qui sera pris en compte.

NB : le lot 4, mono-attributaire, n'est pas concerné par cette disposition.

■ **Présentation des bons de commande :**

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : le Président ainsi que les agents ayant reçu délégation de signature dans ce domaine.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ **Durée globale du contrat :**

Le contrat est conclu pour une durée de **4 ans** à compter de la notification du contrat.

Il s'agit de la période dans laquelle peuvent être émis les bons de commande.

■ **Délai des bons de commande :**

Le délai d'exécution des prestations des bons de commande émis au titre du contrat est fixé par le titulaire dans son offre.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la

réception du bon de commande par le titulaire. Le bon de commande peut s'exécuter au-delà de la date de fin de l'accord-cadre sous réserve que le bon ait été émis avant celle-ci.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **unitaires**.

■ Variation des prix :

Les prix du contrat sont **révisables à chaque date anniversaire de notification selon un barème d'ajustement** du titulaire.

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix, en faisant apparaître le prix de base, la valeur du coefficient de variation, les mois et valeurs d'index utilisées.

Clause butoir

La variation des prix résultant du barème d'ajustement présenté par le titulaire ne peut évoluer que de 7% maximum par rapport aux montants en vigueur au moment de l'envoi de la demande de révision.

En cas d'évolution des prix supérieure à ce taux maximum, le titulaire complètera sa demande de révision de prix par l'exposition des circonstances justifiant le taux dont il demande application.

Si les justificatifs présentés par le Titulaire sont acceptés par l'Université de Tours, la clause butoir ne s'appliquera pas pendant la période à suivre. En revanche, l'Université se réserve le droit d'appliquer la clause butoir et de rejeter cette demande en cas de justificatifs jugés insuffisants ou d'éléments non pris en considération par le Titulaire.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Sauf renoncement, une avance est possible si le montant de la commande est supérieur à 50 000,00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance est fixé à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

■ **Périodicité des paiements :**

Les paiements partiels définitifs interviennent à l'issue de la réception des prestations.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

■ **Paiement des membres du groupement :**

En cas de groupement solidaire et en application de l'article 12.1.2 du CCAG, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement solidaire ou du mandataire.

■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

Toutefois, pour les bons de commande dont le délai d'exécution est supérieur à 3 mois, le titulaire pourra demander le versement d'acomptes des prestations déjà réalisées.

■ **Remise des demandes de paiement :**

Université de Tours
SFACT Service facturier
60 rue du Plat d'Etain
37020 Tours cedex
Téléphone : 02 47 36 64 35
Courriel : sfact-marches@univ-tours.fr
Site internet : <https://chorus-pro.gouv.fr>

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Transport :

Conformément à l'article 20.3 du CCAG Fournitures courantes et services, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

■ Modalités de livraison / Emballage :

Les fournitures doivent être livrées dans les conditions suivantes :

Avant de procéder à la livraison, le titulaire se met en relation avec son interlocuteur pour l'Université désigné sur le bon de commande, afin notamment de convenir avec lui d'une date et d'une heure de livraison.

Les livraisons sont effectuées, sans supplément de prix, à l'intérieur des locaux. Le matériel livré est déposé à l'emplacement indiqué par le personnel de l'Université en service. Aucun colis ne doit être laissé à l'extérieur de l'établissement. Les opérations de livraison réalisées par le titulaire incluent :

- Le transport jusqu'au lieu d'implantation, (décharge du matériel compris) ;
- La fourniture de l'ensemble des matériels de manutention ;
- La protection des espaces traversés (murs, sols, portes, etc.) ;
- L'enlèvement des emballages et déchets et leur élimination dans le respect de la réglementation en vigueur ;
- Le nettoyage des zones traversées pour ôter toutes traces de passage, le cas échéant.

L'emballage et l'étiquetage doivent assurer une information et une protection efficaces, tant du point de vue de la conservation que du point de vue de la manutention, jusqu'à destination finale. La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport et la quantité doit être réduite au minimum nécessaire pour transporter et protéger les fournitures. L'emballage et l'étiquetage doivent être conformes à tous règlements et normes.

Les dégâts occasionnés par un emballage défectueux, mal adapté ou insuffisant, sont à la charge du titulaire.

Dans la mesure du possible, le titulaire veille à utiliser des contenants réutilisés ou réutilisables, recyclés ou recyclables, à privilégier la livraison en vrac plutôt qu'en unité distincte.

Les emballages restent la propriété du titulaire qui prend en charge leur réutilisation ou recyclage.

La signature du bordereau de livraison ne vaut pas admission au sens de l'article 30.1 du CCAG-FCS et ne saurait remplacer la procédure prévue par le présent CCP.

Il appartient au service destinataire de vérifier la conformité des quantités reçues avec celles du bon de commande, de consigner toute détérioration constatée sur le bordereau du transporteur et le cas échéant d'y mentionner le refus de ce dernier d'une vérification contradictoire.

Chaque livraison s'accompagne d'un bon de livraison qui détaille notamment :

- la date d'expédition,
- la référence du contrat,
- l'identification du titulaire avec l'adresse de livraison
- l'identification et les quantités des fournitures livrées.

■ Documentation / Installation :

Au moment de la livraison, le titulaire s'engage à fournir toute la documentation nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel livré et à son entretien courant.

Cette documentation doit comprendre une notice de montage détaillée, une notice d'utilisation guidée et si possible une trame de manipulations fournissant la base d'un énoncé de Travaux Pratiques à destination des étudiants.

Le titulaire s'engage également à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix pendant la durée de garantie de l'équipement.

Pour les équipements pour lesquels le BPU le prévoit, le titulaire s'engage à assurer l'installation de l'équipement dans les 15 jours suivants sa livraison.

■ Autres conditions d'exécution :

Lorsqu'une formation est demandée, celle-ci doit se faire sur site avec une durée minimale d'une demi-journée.

Lorsqu'une installation est demandée, celle-ci doit pouvoir être effectuée en présence d'au moins une personne physique, habilitée à représenter l'acheteur. Pour cela, le titulaire devra contacter un représentant de l'acheteur au moins 15 jours avant pour convenir ensemble de la date de l'installation.

L'assistance pendant la durée de la garantie des équipements concernés doit *a minima* permettre à l'acheteur de contacter le titulaire facilement pendant les jours ouvrés sur une amplitude horaire de minimum 8h en journée et d'avoir un premier retour (téléphone, courriel, visio) sur le problème soulevé dans les 48h à compter de la date de l'appel ou du courriel.

6.2. Vérification des prestations

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ Opérations de vérification des fournitures :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

Elles sont soumises à des régimes de vérifications soit simples, soit non simples. Leur classement en simple ou non simple est défini dans le BPU.

Pour les prestations aux vérifications simples, l'acheteur effectue ces vérifications lors de la livraison des fournitures. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Pour les prestations aux vérifications non simples, par dérogation à l'article 28.2 du CCAG, le délai de vérification est fixé à 1 mois. Passé ce délai, la décision d'admission est réputée acquise.

Si la quantité livrée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bon de livraison, le bon est rectifié et signé par les personnes en charge de la livraison pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter les fournitures qui contiennent des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

■ **Personnes en charge des vérifications des prestations :**

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont désignées par chaque bon de commande.

6.3. Développement durable

■ **Clause environnementale :**

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations. Ces obligations sont les suivantes : le Titulaire exécutera ses obligations contractuelles en usant de tous les moyens à sa disposition pour limiter au maximum l'impact de son activité sur l'environnement (consommation d'énergie / consommation CO2...) ou en employant des moyens de compensation adéquats.

Notamment, conformément à l'article 21 du CCAG, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport et notamment : éviter la circulation pendant les heures de pointe, transport groupé des marchandises, favoriser les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

6.4. Autres stipulations

■ **Clause de réexamen et modifications du contrat :**

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

Si au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une **solution technique innovante** en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges, avec l'accord de l'acheteur et sur proposition du titulaire. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment. Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

En cas de cessation d'activité, cession de contrat, décès, difficultés techniques ou financières empêchant la mise en œuvre des obligations contractuelles, le titulaire ou son représentant légal peut proposer à l'acheteur un nouveau titulaire pour le remplacer.

L'acheteur vérifie que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et apprécie ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, l'acheteur accepte ou refuse la substitution. En cas de refus le contrat est résilié sans indemnisation.

Cette même possibilité est offerte à chacun des membres en cas de groupement, après accord de l'ensemble des cocontractants, en cas de substitution d'un membre ou recomposition des responsabilités entre les membres du groupement. En cas de refus de l'acheteur ou de désaccord entre les membres du groupement, l'acheteur résilie totalement ou partiellement le contrat et sans indemnisation.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Néanmoins le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D.

8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ Réparation des dommages :

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	<p>En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat, en application de l'article 14 du CCAG le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule $P = V \times R / 1000$.</p> <p>Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité V : valeur HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable R : nombre de jours calendaires de retard</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.</p>

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
	Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.
Pénalité pour tout manquement aux autres obligations contractuelles	Une pénalité de 100,00 € par manquement aux obligations contractuelles constatées sera appliquée.
Remise de la documentation prévue au contrat	En cas de retard dans la fourniture de la documentation prévue au contrat, le titulaire encourt une pénalité de 200,00 € par jour calendaire de retard

8.2. Autres stipulations

■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Garantie :

A compter de la date d'admission, les fournitures sont garanties gratuitement contre tout vice de fabrication ou défaut de matière pendant la durée indiquée sur la fiche technique du bien avec une durée minimale d'une année.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais tout ou partie des fournitures qui seraient reconnues défectueuses, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur. Toutefois, en cas de contestation sur ce dernier point, la preuve de ces faits devra être apportée par le titulaire du contrat.

La garantie couvre l'ensemble des frais afférents, y compris la main d'œuvre, les frais de déplacement, le conditionnement, l'emballage, les transports et la livraison des produits, qu'il soit procédé à ces opérations sur le lieu d'utilisation du matériel ou que le titulaire ait obtenu que celui-ci soit retourné ou renvoyé à ses frais et risques dans ses locaux.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif d'Orléans
 28 rue de la Bretonnerie
 45057 Orléans Cedex 1
 Téléphone : 02 38 77 59 00
 Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Opérations de vérification des fournitures* de l'article 6 du contrat déroge à l'article 27 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants (à commandes)* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 33.1 du CCAG



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)